DIAL 3185 - Figures de la révolte (1)

VENEZUELA - 27 février 1989 : le *Caracazo*

Julien Terrié

vendredi 16 mars 2012, mis en ligne par Dial

Il y a 23 ans, le 27 février 1989, les habitants des quartiers populaires descendaient dans les rues de la capitale et de ses environs en réaction contre les hausses de prix massives qui menaçaient leur survie. Ils prirent d'assaut les centres commerciaux en une vaste opération de « redistribution » improvisée. Le gouvernement, avec l'appui des partis d'opposition, optera pour la répression et l'intervention de l'armée sera sanglante. Ce texte de Julien Terrié a été publié sur le site Risal.info le 27 février 2009. Il constitue le premier d'une nouvelle série que DIAL va consacrer aux révoltes, émeutes et soulèvements populaires en Amérique latine.

> « Quelle social-démocratie n'a pas donné l'ordre de tirer quand la misère sort de son territoire ou ghetto ? » – Gilles Deleuze, *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Minuit, p. 103.

Le 27 février 1989, débute à Caracas l'un des évènements historiques les plus signifiants du changement de période politique de la fin des années 80. Quelques mois avant la chute du mur de Berlin, les Vénézuéliens vivant majoritairement dans les quartiers pauvres (80% de la population) se révoltent contre l'application brutale des mesures du Fonds monétaire international (FMI) par le vice-président de l'Internationale socialiste de l'époque : Carlos A. Pérez. La réponse politique du gouvernement vénézuélien est brutale : déploiement de l'armée et autorisation de tirer sur la foule. La répression se solde par un terrible bilan : près de 3000 morts en quatre jours.

El Caracazo constitue l'une des premières révoltes d'une nouvelle époque au confluent de trois phénomènes historiques profonds : la fin du stalinisme, la crise de la social-démocratie, et les contradictions sociales et démocratiques de l'hégémonie capitaliste. Cette révolte spontanée marque le réel début du processus révolutionnaire bolivarien et celui d'une longue série de révoltes dans le monde contre le visage libéral du capitalisme.

9 novembre 1989, quartier huppé d'Altamira, le ciel est bas sur Caracas, les nuages cachent le sommet de El Avila, habituelle ligne d'horizon pour les *Caraqueños*. La foule regarde ce grand obélisque et l'immense fontaine traversant la plaza Francia que l'on est en train d'inaugurer. Les flashs crépitent quand Carlos Andrés Pérez serre la main de son invité de marque : François Mitterrand. Les 200 ans de la Révolution française sont fièrement commémorés par les deux complices, alors que les familles vénézuéliennes ayant pris la ville pour subvenir à leurs besoins cherchent encore leurs disparus…

Du « Venezuela saoudite » au Venezuela endetté

> « Quand les prix baisseront, nous resterons tranquilles » – Manifestant du Caracazo* [1]

Carlos Andrés Pérez, membre du parti Action démocratique (AD) [2], est élu président de la République en 1988 et prend ses fonctions le 4 février 1989. Fort d'une solide réputation de tiers-mondiste, de démocrate, il est très attendu pour enrayer la rapide dégradation des conditions de vie des Vénézuéliens due à une inflation atteignant les 29,46% en 1988. Il ne perd pas de temps (12 jours) pour appliquer son

programme « Nouveau Venezuela ». Même si, pendant sa campagne, il a déclaré que le FMI « martyrisait les peuples », il apparaît très sensible aux conseils de ses représentants, présents au Venezuela depuis 1987 pour tenter d'enrayer la crise économique que vit ce pays pétrolier.

La chute du prix du pétrole a profondément entamé l'économie rentière du pays, et malgré la dévaluation du Bolivar, l'inflation demeure. Le système vénézuélien surnommé « Venezuela saoudite », basé sur un État dont l'action se réduit à la redistribution de la rente pétrolière au profit d'une poignée de familles (tout en laissant sur le carreau 80% de la population), souffre d'un grave manque de liquidités. Le FMI propose un prêt de 4,5 milliards de dollars sur 3 ans, mais non sans conditions : « la capacité du Venezuela à obtenir de nouveaux financements extérieurs dépend du programme économique mené » [3] . L'État doit en substance libéraliser son économie et laisser libre cours au marché.

Le 16 février, Carlos Andrés Pérez présente son « *paquete económico* » [4] à la télévision, l'annonce est tant attendue que, pour la première fois, l'élection de Miss Venezuela arrive seconde à l'audimètre ! Les Vénézuéliens assistent en direct à la présentation d'un programme libéral d'ajustement structurel : abandon des subventions assurant la rentabilité du très léger secteur industriel, privatisation des entreprises publiques, seconde dévaluation du Bolivar et dégel des prix, notamment celui du pétrole…

Les chauffeurs de bus répercutent la hausse du prix de l'essence dès le 27 février : 200% d'augmentation du ticket en une journée… Et ce, dans un contexte de forte mobilisation des étudiants et du personnel de l'éducation (230 000 grévistes pendant 17 jours). Tous ces éléments constituent le détonant mélange de la bombe « *Caracazo* ».

Réappropriation

> « Ils ont exproprié le produit de leur travail, tout ce qui a un rapport avec les besoins d'un être humain. S'ils ont eu la possibilité de le faire, alors bravo, que ce rêve soit réalisé ! » – Denis Roland, éditeur*

Tout commence à Guarenas (cité-dortoir à 30 km de Caracas), les travailleurs prennent violemment à partie les chauffeurs de bus et refusent de payer le ticket dont le prix a triplé. « Une troupe de la Guardia Nacional tente d'exiger que les chauffeurs baissent leurs prix ; un chauffeur refuse et un garde tire dans les pneus du bus, c'est le signal que tout le monde attendait » [5]. Premières victimes de la colère, les bus et minibus privés sont détruits à la barre de fer puis brûlés, les *Guareños* se dirigent spontanément vers les camions de marchandises et stoppent le trafic. Les petits commerçants ne voulant pas baisser les prix subissent les premiers saccages et pillages. Un commerçant déclare : « Ça commence à s'organiser et comme un ban de langouste, à s'attaquer aux commerces et aux boucheries » (*El Nacional*, 28/02/89). Rapidement, les manifestants se dirigent vers les immenses et emblématiques centres commerciaux vénézuéliens (parmi les plus grands du monde). Les vitrines volent en éclats, tous les produits de consommation, surtout alimentaires, sont mis sur le dos, ou dans des baluchons : rien n'est organisé mais la réappropriation est très efficace.

La Police métropolitaine (PM) intervient, mais profitant du mouvement, les policiers exigent des améliorations de salaire et une meilleure couverture santé… Les renforts de la PM de Caracas déjà occupée, avec la DISIP (police politique), par la violente mobilisation dans l'éducation sont lents, le mouvement prend corps. « Quand la police apparaît, un groupe se charge de les éloigner en lançant des pierres pendant que les autres continuent à ouvrir les commerces » (*El Nacional*, 28/02/89). La nuit tombée, alors que tout le monde attend une accalmie, la situation s'aggrave. Les habitants des quartiers populaires, des « *ranchos* » (de La Vega, de Petare, de Catia, del Valle, de 23 de enero, etc.) commencent à descendre massivement dans le centre-ville.

La journée du 28 prend une proportion extraordinaire, la ville est prise par les oubliés, les invisibles. Les médias, diffusant en boucle les images de pillage, font passer les manifestants pour des hordes de délinquants. On entend pourtant des slogans de plus en plus politiques : « Augmentation des salaires ! »

ou « Baisse des prix de l'alimentation ! »… Et les manifestants agissent avec calme et dignité : « Non, je ne me repentis pas. C'était un acte honorable. À la maison, j'ai à manger, quatre bermudas, un tee-shirt, une paire de chaussures… Est-ce que je le referais ? Je ne sais pas. » (manifestant dans *El Diario de Caracas*, 07/03/89). Alors que les banques et les postes de police sont ravagés, on constate que la révolte garde une logique : les pharmacies, les hôpitaux et les écoles sont épargnés. « La seule chose que l'on a laissé ici à El Valle - a été la Ferretería Futuramic. Personne ne l'a pillée parce que le propriétaire est quelqu'un de bien, qui vend pas cher et se comporte bien avec les gens du quartier » (*El Nacional*, 03/03/89). On voit ça et là des fêtes, des barbecues profitant de la viande et des appareils de son « récemment acquis ».

Carlos Andrés Pérez rentre de la ville de Barquisimeto dans la nuit du 27 et constate l'ampleur de la situation. Une réunion a lieu à Miraflores (palais présidentiel) avec les représentants du gouvernement, les autorités militaires et des représentants des partis politiques d'opposition. Ces derniers ne divergent que sur un seul point : la suspension des garanties constitutionnelles. Le MAS (Mouvement vers le socialisme), par exemple, pensait qu'il était nécessaire de « rétablir l'ordre public sans suspension des garanties de liberté. Il est clair qu'il y a eu de graves débordements et qu'il règne un climat d'insécurité et de peur » (*El Nacional*, 05/03/89). Devant l'unanimité d'approbation du recours à la répression, Carlos Andrés Pérez met en œuvre un plan de déploiement des forces armées nationales pour le « rétablissement de l'ordre » : le Plan Avila.

Massacre

> « Nous sommes disposés à tuer qui que ce soit, ce sont les ordres que nous avons reçus » – Un soldat cité dans le journal *El Nacional* du 3 mars 1989.

> « Nous avons tous contribué au rétablissement des procédures normales de production de biens et de services pour conserver et préserver le bien être. […] Le peuple et le gouvernement ont constitué, une fois de plus, une formidable équipe de travail nommée : Venezuela » – Eladio Lárez, président de la chaîne RCTV en direct pendant le massacre*.

À 16h, le 28 février, on déclenche le Plan Avila. Il permet la suspension des garanties constitutionnelles : liberté de la presse, liberté de manifester, de réunion, d'opinion, suspension de l'inviolabilité des foyers, de l'interdiction des détentions abusives… L'armée peut agir en toute impunité. Pendant quatre jours, la répression est totale dans les rues et jusque dans les habitations : des hommes, des femmes, des jeunes sont abattus froidement jusque dans leurs logements.

Un médecin témoignera plus tard : « Dès le mardi, trente morts et presque trois mille blessés sont arrivés, la majorité touchés par des armes de guerre. Au début, seulement des jeunes hommes, mais rapidement sont arrivés des femmes, des enfants et des vieux […] J'ai vu un enfant de neuf ans avec une énorme blessure par balle sur la poitrine. […] On aurait dit une guerre, chaque minute, il y avait un nouveau blessé. » (*El Nacional*, 02/03/89)

La foule a du mal à compter ses morts, la recherche des victimes est souvent impossible car des fosses communes sont creusées par l'armée pour faire disparaître les centaines de corps.

La répression a duré jusqu'au 2 mars 1989. Le gouvernement rendra public le chiffre officiel de 243 victimes, toutes les analyses s'accordent pourtant sur plus de 3000 disparus. On se demande encore comment toute l'armée vénézuélienne a pu collaborer à ce niveau à cette chasse ignoble. Le lieutenant-colonel de l'armée vénézuélienne Hugo Rafael Chávez Frias étant souffrant ces jours-là, on ne pourra jamais savoir ce qu'il aurait fait. Une chose est sûre, un secteur important de l'armée autour du MBR-200 [6] prend alors conscience de la barbarie de ce pouvoir et rêve de changement.

Le 4 février 1992, ces mêmes forces tentent un coup d'État contre Carlos Andrés Pérez, celui-ci échoue mais Hugo Chávez passe 10 secondes à la télévision vénézuélienne, assume la responsabilité de cet échec – jamais un homme politique n'avait pris ses responsabilités publiquement au Venezuela – et affirme que leurs objectifs ne sont pas atteints « *por ahora* » (« pour l'instant ») . Ce mot résonne dans la tête de tous les meurtris du *Caracazo* et le vent commence à tourner quand la Cour suprême de justice destitue Carlos Andrés Pérez pour corruption en 1993. L'élection de Chávez en 1998 et le processus révolutionnaire bolivarien s'avèrent être une recherche de débouché politique à cette révolte.

De la spontanéité

> « Absolument tous les organismes de police, de sécurité, […] les directions et sections de renseignement de toutes les Forces armées nationales ont été prises par surprise. » – Rafael Rivas-Vásquez (directeur de l'Agence de renseignement vénézuélienne en 1989) [7]

La spontanéité du mouvement pose directement la question de la réappropriation. Sans aucun appel de mouvements politiques, de syndicats, d'organisations populaires quels qu'ils soient, le peuple vénézuélien a fait preuve d'une incroyable cohérence. Ceci montre qu'une organisation propre aux quartiers vénézuéliens, même naissante ou latente, existait bel et bien. Plusieurs phénomènes expliquent peut être cette cohérence, notamment la présence de groupes de la théologie de la libération ou d'ex-guérilleros, présents depuis les années 1970. Caracas a compté plus de 300 hommes en armes à cette période, et le FLN-FALN [8] comme les *tupamaros* sont des groupes très influents dans les quartiers les plus peuplés de Caracas.

Certains groupes de guérilla avaient, depuis le début des années 1980, progressivement changé leur stratégie de lutte, à la recherche d'une stratégie mieux adaptée que les méthodes cubaines ou colombiennes, et préféré l'organisation communautaire, la formation politique, et le travail culturel, en s'affrontant constamment au trafic de drogue, principal obstacle à l'organisation communautaire. Ceci entraînait des combats d'hégémonie dans certains quartiers, comme par exemple La Vega (quartier pauvre de 700 000 habitants) où la population était habituée et même actrice de cet affrontement. Un terrain propice à la mobilisation populaire ? Ceci est indéniablement un facteur déterminant.

Le mouvement étudiant a joué un rôle important dans la structuration, l'Université centrale du Venezuela (UCV) est devenue le centre de commande, pas seulement pour les leaders étudiants, mais aussi pour les dirigeants populaires. Le 27, après une grande assemblée de près de onze heures, une grande manifestation démarre de l'Université vers Plaza Venezuela, où commencent à émerger des barricades. La jeune dirigeante étudiante Yulimar Reyes a été la première tuée de la journée du 27, sa mort a eu un impact énorme sur la radicalisation du mouvement.

Le *Caracazo* a pourtant montré les limites de la spontanéité d'action et, à partir de cet événement, un saut qualitatif s'est produit dans l'organisation communautaire, ce qui a permis de construire dans les quartiers un tissu social et militant capable d'accueillir plus tard, avec plus ou moins d'indépendance avec le gouvernement bolivarien, les mesures sociales et de démocratie participative et protagoniste qui caractérisent le processus politique actuel.

Le facteur central expliquant la spontanéité du mouvement est l'absence de réelles forces de gauche, syndicales ou politiques, présentes au Venezuela. Alors que, on l'a vu le parti AD, surnommé le « parti du peuple » est totalement converti au libéralisme, la centrale syndicale majoritaire, la CTV [9], est elle aussi totalement inscrite dans le système de corruption assurant la distribution des pétrodollars de PDVSA (l'entreprise pétrolière) à l'oligarchie vénézuélienne. Le Parti communiste vénézuélien, le MAS, le parti Causa Radical étaient incapables à l'époque de réagir. Le 26 février 1989, le MAS avait publié un communiqué demandant timidement à Carlos Andrés Pérez « un programme d'ajustement plus graduel, équilibré et équitable ». Très déstabilisés par les échecs des guérillas de libération nationale et la fin palpable du modèle soviétique, ces forces avaient pris, depuis les années 80, un tournant réformiste qui les isolait du peuple. Ils sont allés jusqu'à soutenir, en 1994, le président Rafael Caldera, successeur de

Carlos Andrés Pérez qui a notamment continué les réformes libérales (notamment les privatisations). Le volcan *Caracazo* a jailli entre deux plaques tectoniques de l'histoire : la fin du stalinisme et la crise de la social-démocratie.

Crise de la social-démocratie…

> « Est-ce juste que dans leur pseudo- démocratie, la vie humaine n'ait aucune valeur ? » – Manifestant du Caracazo*

La présence à Caracas le 9 novembre 1989, d'un François Mitterrand fraîchement réélu, est révélatrice des relations (inchangées après le *Caracazo*) entre l'Internationale socialiste et le parti AD. De cette visite, l'Histoire ne retiendra pas son malaise pendant le voyage, mais bien son silence, sur les lieux de ce massacre à la portée politique inouïe. Même *Le Monde* sous la plume de Thierry Desjardins annonce « Carlos Andrés Pérez a commis une grave erreur en lançant ses troupes de combat sur la ville […] À partir de ce moment, Carlos Andrés Pérez s'est entaché de sang ». (*Le Monde* du 07/03/89 repris dans *El Nacional* du 08/03/89.)

En 1993, après sa destitution pour corruption, le bureau de l'Internationale socialiste envoie en communiqué un texte témoignant à Carlos Andrés Pérez toute son amitié et son estime [10]. Une méconnaissance de la situation ? Sûrement pas, l'Internationale socialiste devait beaucoup à Carlos Andrés Pérez… Bernard Cassen écrivait dans *Le Monde diplomatique* [11] : « M. Carlos Andrés Pérez[…] avait été généreux avec ses amis européens : il est de notoriété publique que, sous la direction de M. Felipe Gonzalez, le Parti socialiste espagnol (PSOE) a largement bénéficié de sa "solidarité" financière. D'où, sans doute, l'éloquent silence des partis socialistes européens, et notamment du PS français, lors du coup d'État anti-Chávez du 11 avril 2002. » On peut y voir une « solidarité » financière, mais le plus significatif est peut être bien une solidarité de positionnement politique : l'application plus ou moins brutale des politiques du FMI, d'un côté de l'Atlantique comme de l'autre.

D'éminents représentants ou soutiens de l'Internationale socialiste en Amérique latine ont subi les foudres des révoltes populaires. Le président bolivien Gonzalo Sánchez de Lozada et son bras droit Jaime Paz Zamora (l'un des 34 vice-présidents de l'IS) ont dû démissionner au cours de la « guerre du gaz » en 2003. En 2005, le peuple équatorien aux cris de « *Fuera Lucio, que se vayan todos !* » (« Dehors Lucio, qu'ils s'en aillent tous ! ») a fait destituer le président Lucio Gutiérrez, soutenu par le Parti socialiste, pour ne pas avoir tenu ses engagements de campagne.

L'espoir résiderait-il dans le démarquage clair et le dépassement de la gauche qui a capitulé ? Les processus politiques latino-américains les plus intéressants, au Venezuela, en Bolivie et en Équateur nous montrent que oui.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3185.
– Source (français) : Risal.info, 27 février 2009.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source originale (Risal.info - http://risal.collectifs.net) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] Les citations suivies d'un * proviennent de témoignages extraits des archives vidéos du *Caracazo*, et récoltés par la coopérative COTRAIN : http://www.youtube.com/watch?v=vg7mvx3IYRw .

[2] parti politique social-démocrate créé en 1941 – note DIAL.

[3] Frédéric Lévêque, « Le 'Caracazo', c'était il y a 15 ans », RISAL.info, 29 février 2004, http://risal.collectifs.net/spip.php?article860.

[4] « Paquet économique ». Carlos Andrés Pérez a choisi faire passer toutes les mesures en une seule fois.

[5] Elio Colmenarez, « La insurreción de Febrero : a 20 años del Caracazo », Marxismo.info.

[6] Mouvement bolivarien révolutionnaire des 200, groupe de militaires bolivariens issus du travail politique du parti Causa Radical dans l'armée vénézuélienne.

[7] « El día que bajaron los cerros », revue *Guaracabuya*, février 1999, http://www.amigospais-guaracabuya.org/oagrv002.php.

[8] Front de libération nationale – Forces armées de libération nationale.

[9] Confédération de travailleurs du Venezuela – note DIAL.

[10] Michel Rogalski, « L'Amérique latine et nous », Fondation Gabriel Péri, www.gabrielperi.fr/L-Amerique-latine-et-nous.

[11] Bernard Cassen, « Union sacrée à Strasbourg », *Le Monde diplomatique*, avril 2004, www.monde-diplomatique.fr/2004/04/CASSEN/11132.